

Recueil des Actes Administratifs

Conseil départemental du 18 octobre 2018

et Actes de l'Exécutif départemental

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONSEIL DEPARTEMENTAL

	Pages
ASSEMBLEES (11510)	1925
Motion - Le Conseil départemental de la Meuse pris en étau par l'Etat	1925
Motion de soutien aux Sapeurs-Pompiers de France	1926
Motion - E-Meuse santé TIGA	1927
SERVICE BUDGET ENGAGEMENTS (11320)	1928
Budget 2018 - Décision Modificative 1	1928

ACTES DE L'EXECUTIF DEPARTEMENTAL

RESSOURCES MUTUALISEES SOLIDARITES	1937
Arrêté du 1 ^{er} octobre 2018 relatif à la révision tarifaire 2018 applicable à l'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR)	1937
COORDINATION ET QUALITE DU RESEAU ROUTIER	1939
Arrêté permanent n° 06-2018-D-P du 9 octobre 2018 fixant la vitesse autorisée à 70km/h sur la route départementale 966 sur le territoire de Longeaux et de Menaucourt	1939
Arrêté permanent n° 07-2018-D-P du 9 octobre 2018 relatif à la mise en place d'une signalisation dite « STOP » à l'intersection des routes départementales 146 et 2 sur le territoire de Beurey-sur-Saulx.....	1941

Extrait des délibérations

CONSEIL DEPARTEMENTAL

ASSEMBLEES (11510)

MOTION - LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE PRIS EN ETATU PAR L'ÉTAT

Le Conseil départemental décrète l'alerte rouge sur la situation à laquelle il doit faire face par la conjonction de plusieurs dispositifs départementaux et d'alourdissement de ses charges sur lequel il n'a aucune prise.

La contractualisation : l'Etat fixe un plafond d'augmentation des dépenses de fonctionnement de la collectivité sans la prise en compte des réalités économiques. Ce plafond de 1,15 % pour la Meuse est d'ores et déjà inférieur à la hausse de l'inflation actuelle (1,7 %). Au-delà de ce plafond de 1,15 %, l'Etat pénalise la collectivité d'un montant équivalent à ce dépassement. De fait, l'Etat se met en position de censeur des collectivités sur des dépenses de fonctionnement qu'il impose et qui résulte de ses responsabilités (Allocations Individuelles de Solidarité qui représentent plus de 50 % du budget du Département, Cigéo, Accueil des Mineurs Non Accompagnés, ...). Il en résulte pour le Conseil départemental de la Meuse qui a déjà réalisé des économies importantes sur son fonctionnement (se traduisant par une baisse de plus de 25 % du montant de sa dette), un étranglement budgétaire qui met en cause immédiatement ses équilibres budgétaires et le fondement des politiques qu'il mène au service de tous les acteurs du développement meusien.

A titre d'exemple, sur la seule hausse des dépenses issues de l'accueil des Mineurs non Accompagnés, on peut constater la prise en charge par le Département d'un nombre exponentiel de personnes se déclarant MNA :

- 14 en 2015
- 47 en 2016
- 241 en 2017
- + de 450 entre le 1^{er} janvier et le 15 octobre 2018

Le Département de la Meuse subit bien plus que d'autres cet afflux qui embolise totalement ses capacités d'hébergement et contraint dans certains cas à différer les mises à l'abri. Pour exemple, 90 % des MNA évalués mineurs en Meuse sont renvoyés au national pour répartition dans les autres départements.

En attente de mise en place d'un fichier central des évaluations, sans réelle politique nationale de lutte contre les réseaux organisés de passeurs, rien ne laisse présager de jours meilleurs, mais plutôt d'une aggravation de la situation qui pèse de façon considérable sur le budget départemental.

D'une dépense globale de 2 millions d'euros en 2017, ce sont 4 millions d'euros que le département a financé jusqu'alors en 2018 et la projection est d'environ 7,3 millions d'euros en 2019, face à une compensation de l'Etat de 272 250 € en 2017 et une prévision aujourd'hui de 562 250 € en 2018 au titre de l'évaluation.

Au regard de la contractualisation évoquée précédemment, cette dépense pourrait entraîner une pénalité d'un montant identique pour le Département, alors même que la dépense est imposée.

Au total, une situation devenue intenable au regard également des fragilités structurelles du département dont l'Etat ne fait aucun cas alors même que le redressement du pays ne pourra se concevoir que par une mobilisation de l'ensemble des élus et acteurs territoriaux.

MOTION DE SOUTIEN AUX SAPEURS-POMPIERS DE FRANCE

Le Conseil départemental de la Meuse,

RAPPELLE

- Que chaque jour sur le territoire national, les sapeurs-pompiers de France interviennent toutes les 7 secondes au plus vite que tout acteur dans l'urgence que ce soit dans les métropoles, dans les villes et villages et dans nos campagnes,
- Que chaque jour, ils sont près de 40 000 à être mobilisés, prêt à intervenir à l'appel du bip ou de l'alerte pour porter secours en risquant leur vie pour sauver des vies,
- Que nous avons un système de sécurité civile performant, qui associe à la fois des sapeurs-pompiers professionnels, des sapeurs-pompiers volontaires et des experts, avec le plus grand maillage territorial de secours qui apportent une réponse urgente sur l'ensemble du territoire dans un délai très rapide,
- Qu'au quotidien comme en cas de crise, les missions effectuées par nos sapeurs-pompiers sont larges, intervenant par tout temps et à toute heure pour des malaises, des accidents, des incendies, des catastrophes industrielles et naturelles, ou encore sur les inondations et l'été sur les feux de forêt ou encore lors des attentats,
- Que depuis plusieurs années, l'augmentation des interventions et la sollicitation croissante font que nos sapeurs-pompiers dans tous les départements et communes de France sont : toujours-présents, toujours-partants et toujours-porches, mais surtout toujours là quand il faut.

CONSIDERANT

- L'inquiétude de nos sapeurs-pompiers qui interpellent régulièrement les élus, particulièrement les sapeurs-pompiers volontaires qui craignent de ne pouvoir poursuivre leur mission en cas de transposition de la DETT,
- La fragilité du système et le rapport sur la mission volontariat que devait porter le gouvernement avec ses 43 propositions et qui ne s'est pas traduit par des actes concrets,
- Le manque des moyens financiers pour recruter des sapeurs-pompiers en nombre qui serait la conséquence directe de cette transposition de la DETT, ce qui conduirait à abaissement du niveau de sécurité des populations et générerait de graves dysfonctionnements dans la distribution des secours,
- Notre devoir de défendre ce service public qui a fait ses preuves depuis des décennies et qui demeure les piliers de la sécurité civile de notre République.

DEMANDE

- Au Président de la République qu'à l'instar des dispositions prises pour les forces de sécurité intérieure (gendarmes et militaires) le 18 octobre 2017 à l'Élysée, il exprime la même position pour les sapeurs-pompiers de France.
En effet, cette hypothétique reconnaissance de travail aura des conséquences sur l'engagement citoyen que représente celui de sapeurs-pompiers volontaires qui ne doivent pas être concernés par la DETT afin qu'ils puissent continuer à assurer leur mission de secours, de lutte contre les incendies et de protection des biens et des personnes.
- L'engagement du Ministre de l'Intérieur contre la transposition en droit français de la directive sur le temps de travail (DETT) qui conduirait à plafonner de manière cumulée le travail du salarié et son activité de sapeur-pompier volontaire à 48 heures par semaine, ces volontaires ne se reconnaissant pas comme des travailleurs et ne s'engageant pas pour une telle reconnaissance mais bien pour sauver des vies.

MOTION - E-MEUSE SANTE TIGA

Le Conseil départemental de la Meuse a été averti le 16 octobre que la santé ne serait plus un domaine éligible à l'appel à projets Territoires d'Innovation de Grande Ambition (TIGA). Les thématiques désormais concernées seraient :

- Le numérique
- L'énergie durable
- La mobilité propre
- L'industrie du futur
- La transformation agro écologique
- L'adaptation aux nouveaux modes de travail

De ce fait, le projet E-Meuse santé animé par le Département de la Meuse en partenariat avec l'Agence Régionale de santé (ARS), la Caisse primaire d'assurance maladie, la Région Grand Est, le Commissariat à l'Energie Atomique, le Conseil de l'ordre des médecins de Meuse et les professions médicales de Meuse, l'Université de Lorraine et le Centre Pierre Janet, ne pourrait plus participer à cet appel à projet et avoir accès aux fonds dédiés à ses lauréats.

Il s'agit d'un changement de règle en cours d'une compétition déjà lancée par la phase AMI (appel à manifestation d'intérêt qui ne spécifiait aucune restriction sur les domaines sur lesquels pouvaient se bâtir ces projets.

C'est au terme de cette phase AMI que le projet E-Meuse santé avait été encouragé par ses autorités organisatrices (Caisse des Dépôts et Consignations, Commissariat Général à l'Investissement), et notamment du fait de sa thématique santé, à participer à la phase finale de TIGA.

Aujourd'hui

- Le projet E-Meuse santé a mobilisé du temps et de l'énergie de nombreux professionnels meusiens et régionaux dans les domaines de la santé, du médicosocial et de l'enseignement
- Il associe les associations de patients et d'usagers à travers leur fédération
- Il a amorcé des partenariats multiples avec des industriels et des start-up à la pointe des technologies de l'E-santé
- Il a capté l'intérêt de grands groupes mutualistes et assurantiels
- Il investit, de plus, des sommes importantes portées par l'ensemble de ses partenaires pour le financement d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage dimensionnée pour répondre aux niveaux d'expertise requis par un tel projet.

Si cette décision d'exclure la thématique santé, venait à être confirmée, elle mettrait gravement en cause un projet territorial au service de l'accès aux soins pour tous en milieu rural qui serait expérimenté en Meuse et étendu dans une deuxième phase du projet E-Meuse santé en Haute Marne et en Meurthe et Moselle pour créer un modèle répliquable sur la Région Grand Est et tout le territoire national.

Il n'est pas concevable qu'une telle ambition au service d'un enjeu vital pour la ruralité et ses populations, que l'ensemble du travail réalisé, des énergies mobilisées, des expertises rassemblées, des financements investis puissent être réduits à néant par une décision arbitraire et incompréhensible excluant la santé du domaine de l'innovation et de l'ambition territoriale.

L'assemblée du Département de la Meuse exige en conséquence que la santé soit rétablie dans les domaines d'éligibilité de l'appel à projet TIGA et se déclare solidaire de tous les autres projets concernés et mis en cause par un tel revirement et notamment celui porté par la Métropole de Strasbourg.

Budget Annexe du Parc Départemental :

Programmation Investissement : ► Dépenses à 5 413 000,00 €

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Total BP	2 151 811,46	2 151 811,46	8 056 412,68	8 056 412,68
<i>Propositions des services (réel)</i>	0,00	0,00	120 000,00	-93 000,00
<i>Dépenses imprévues</i>			-213 000,00	
<i>Ordre 040/042</i>				
<i>Virement entre sections</i>				
Décision Modificative	0,00	0,00	-93 000,00	-93 000,00
Total Budget après DM	2 151 811,46	2 151 811,46	7 963 412,68	7 963 412,68

Budget Annexe ces Fonds d'aide :

Programmation fonctionnement : ► Dépenses à 262 700, 00 €

	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Total BP	239 191,40	239 191,40	945 258,91	945 258,91
Décision Modificative	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Budget après DM	239 191,40	239 191,40	945 258,91	945 258,91

3/ Adopte en conséquence les documents budgétaires « Décision Modificative 1 » du Budget Principal, du Budget Annexe du Parc Départemental, du Budget Annexe des Fonds d'Aide ainsi que les documents annexés au rapport.

Situation des Autorisations d'engagement de Recettes non clôturées - DM1 2018

Numero de Programme	Millésime AE	N° AE	Libellé AE	TOTAL AE votées au 31/12/2017	Réalisé au 31/12/2017	Inscription montant AE en 2018			Reste à réaliser
						BP 2018	BS2018	DM1_18	
MILIEUXNAT	2013	2	AE-Etude Natura 2000-2013	77 000,00	68 232,59			-8 767,41	0,00
ASSAINIST	2014	3	AE AUTO SURVEILLANCE 2015_17	117 000,00	71 591,00				45 409,00
PDEM	2014	3	AE_PPGBTP	0,00					0,00
ASSAINIST	2015	3	AE REAC INV CANAL AEP 2015-18	100 000,00	14 003,00				85 997,00
EUROPCOOP	2018	5	AE POINT CONTACT INTERREG VAGR 2017 2022					90 846,00	90 846,00
INSERTION	2015	6	AE FSE SUB GLOB PROG 2014 2016	2 550 000,00	0,00		-2 550 000,00		0,00
MILIEUXNAT	2015	4	AE REACTUALISATION INV ENS	350 000,00	62 500,00				287 500,00
MILIEUXNAT	2015	6	AE ETUDE AVIFAUNE 2015-2016	67 500,00	67 344,18				155,82
TRANSPLR	2015	4	AE NAVETTE TGV 2015_2019	1 400 000,00	518 495,00			-881 505,00	0,00
TRANSPLR	2015	3	AE LR ET TAD 2015_2017	567 997,00	625 582,72			57 585,72	0,00
TRANSPLS	2015	3	AE - SUBD CA VERDUN	398 620,26	398 620,26				0,00
TRANSPLS	2015	5	AE-SUBD BRIEY	99 971,24	99 971,24				0,00
DOMICILAGE	2016	3	COMMISSION DES FINANCEURS	327 377,00	0,00				327 377,00
FONDSDEVT	2016	5	Fonds de développement	40 000,00	17 148,00				22 852,00
MILIEUXNAT	2016	3	AE SCHEMA MARAIS CHAUMONT DAM	32 000,00	17 568,00				14 432,00
MILIEUXNAT	2016	5	AE ETUDE FILIERE NATURA 2000	0,00	0,00				0,00
TRANSPLS	2016	3	AE TS HORS PMR 2013/2017 HT	0,00	0,00				0,00
TRANSPLS	2016	5	AE TS HORS PMR 2013/2017 HT	1 404 039,61	1 245 044,47				158 995,14
TRANSPLS	2016	6	AE SUBD BRIEY HT	135 028,76	57 400,68				77 628,08
TRANSPLS	2016	7	AE SUBD CA VERDUN	472 379,74	223 639,14				248 740,60
ATTRACTIVI	2017	3	AE - DESENCLA SOLID TERRITOIRE	930 000,00	328 065,01				601 934,99
INSERTION	2017	7	AE - FSE 2014 2016	2 150 000,00	644 918,67		-1 500 450,90		4 630,43
MILIEUXNAT	2017	3	NATURA 2000 PAE 2017 2018	32 000,00	4 169,45				27 830,55
MILIEUXNAT	2017	6	ETUDE AVIFAUNE 2017 2018	54 000,00	5 773,45				48 226,55
MILIEUXNAT	2017	11	TVX ENT EVOM FORET VERDUN	60 000,00	18 000,00				42 000,00
MILIEUXNAT	2018	6	AE ETUDE AVIFAUNE 2018 2021					67 500,00	67 500,00
MILIEUXNAT	2018	9	AE ANIM AGRICOLE 2018 2021					108 000,00	108 000,00
PERSDEPTAL	2017	2	FIPHFP	299 745,00	72 725,00				227 020,00
ASSAINIST	2018	2	AE_AUTOSURVEIL 2018_2020			108 000,00			108 000,00
DECHETS	2018	3	AE - DECHETS OPTIMIS COLLEG				21 000,00		21 000,00
INSERTION	2018	10	AE - FSE RECETTE 2017 2020				3 400 000,00		3 400 000,00
PERSDEPTAL	2018	1	AE - FINANCEMENT MAIA-ARS				1 138 000,00		1 138 000,00
TOTAL				11 664 658,61	4 560 791,86	108 000,00	508 549,10	-566 340,69	7 154 075,16

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
DEPENSES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	Pré-prog. Votée	Ajustements Pré-prog. à la DM	Total Pré-prog. 2018	AP votées	Ajustements AP à la DM	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	CP ult.	Reste à financer au-delà de 2018 (dont pré-prog.)
AIDEDEVEL	2011	2	s		Opération immobilière "Souhesmes"	589 833,97		589 833,97	589 833,97		589 833,97	516 104,97	73 729,00		73 729,00	0,00	0,00
AIDEDEVEL	2014	4	s		Part. conc. améngt. zone TGV	801 106,00		801 106,00	801 106,00		801 106,00	501 106,00	150 000,00		150 000,00		150 000,00
AIDEDEVEL	2015	2	s		PPRT 2015	47 009,50		47 009,50	47 009,50		47 009,50	11 609,50	35 400,00	-35 400,00	0,00	35 400,00	35 400,00
ASSAINIST	2012	1	s		Assainissement 2012	1 165 632,98		1 165 632,98	1 165 632,98		1 165 632,98	1 165 632,98			0,00	0,00	0,00
ASSAINIST	2014	1	s		Assainissement 2014	246 956,24		246 956,24	246 956,24		246 956,24	186 956,24	31 200,00		31 200,00	28 800,00	28 800,00
ASSAINIST	2015	1	s		Assainissement 2015	227 748,20		227 748,20	227 748,20		227 748,20	206 978,20	20 770,00		20 770,00	0,00	0,00
ASSAINIST	2016	1	s		ASSAINISSEMENT 2016	196 037,92		196 037,92	196 037,92		196 037,92	125 507,92	70 530,00		70 530,00	0,00	0,00
ASSAINIST	2017	1	s		Assainissement 2017	425 000,00		425 000,00	425 000,00		425 000,00	186 348,08	45 331,80		45 331,80	193 320,12	193 320,12
ASSAINIST	2018	3	s		Assainissement 2018	400 000,00		400 000,00	325 000,00		325 000,00	0,00	57 168,20		57 168,20	267 831,80	342 831,80
ASSOCCULT	2014	1	s		Invest Asso Cult 2014	170 195,55	-25 000,00	145 195,55	170 195,55	-25 000,00	145 195,55	145 195,55			0,00	0,00	0,00
ASSOCCULT	2014	3	s		Invst "Centenaire 14-18" CDM	218 000,00		218 000,00	218 000,00		218 000,00	166 250,00	51 750,00		51 750,00	0,00	0,00
ASSOCCULT	2017	1	s		Invest Assoc Culturelles 2017	12 000,00		12 000,00	12 000,00		12 000,00	0,00	11 600,00		11 600,00	400,00	400,00
ASSOCCULT	2018	2	s		Assoc culturelles 2018 2020	185 000,00		185 000,00	185 000,00		185 000,00	0,00	33 400,00		33 400,00	151 600,00	151 600,00
ASSOCCULT	2018	3	s		Matériel scénique 2018 2020	480 000,00		480 000,00	480 000,00		480 000,00	0,00	300 000,00	-169 500,00	130 500,00	349 500,00	349 500,00
BIBLIOTHEQ	2016	1	s		AIDE AMENAGEM BIBLIOTHEQUES	8 237,00		8 237,00	8 237,00		8 237,00	8 237,00			0,00	0,00	0,00
BIBLIOTHEQ	2017	1	s		Aide aménag biblio proximité	40 000,00		40 000,00	40 000,00		40 000,00	8 651,00	9 690,00		9 690,00	21 659,00	21 659,00
BIBLIOTHEQ	2017	2	s		Aide constr biblio territoire	400 000,00		400 000,00	400 000,00		400 000,00	0,00			0,00	400 000,00	400 000,00
BIBLIOTHEQ	2017	3	s		Aide aménag biblio territoire	87 500,00		87 500,00	87 500,00		87 500,00	0,00			0,00	87 500,00	87 500,00
BIBLIOTHEQ	2018	1	s		Aménag biblio de territoire	87 500,00		87 500,00	87 500,00		87 500,00	0,00			0,00	87 500,00	87 500,00
BIBLIOTHEQ	2018	2	s		Aménag biblio de proximité	40 000,00	-40 000,00	0,00	40 000,00	-40 000,00	0,00	0,00	15 854,00	-15 854,00	0,00	0,00	0,00
BIBLIOTHEQ	2018	3	s		Construc biblio de territoire	400 000,00		400 000,00	400 000,00		400 000,00	0,00			0,00	400 000,00	400 000,00
CANAUXRIV	2013	2	s		Aménagement canaux et rivières 2013	141 963,37		141 963,37	141 963,37		141 963,37	141 095,83	867,54		867,54	0,00	0,00
CANAUXRIV	2014	1	s		Aménagement canaux et rivières 2014	254 902,30		254 902,30	254 902,30		254 902,30	127 702,30	57 132,46		57 132,46	70 067,54	70 067,54
CANAUXRIV	2015	1	s		Aménagement canaux et rivières 2015	154 552,90		154 552,90	154 552,90		154 552,90	94 502,90	46 669,06		46 669,06	13 380,94	13 380,94
CANAUXRIV	2016	1	s		AMENAG CANAUX RIV 2016	145 715,93		145 715,93	145 715,93		145 715,93	25 860,00	55 000,00		55 000,00	64 855,93	64 855,93
CANAUXRIV	2017	1	s		Aménag canaux rivières 2017	275 000,00		275 000,00	275 000,00		275 000,00	4 280,00	7 830,94		7 830,94	262 889,06	262 889,06
CANAUXRIV	2018	1	s		Aménag canaux rivières 2018	275 000,00	50 000,00	325 000,00	187 500,00	50 000,00	237 500,00	0,00	32 500,00		32 500,00	205 000,00	292 500,00
CENTENAIRE	2015	1	mo		Expo Archéo	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
COMDIVERSE	2018	1	mo		MARCHE VIDEO PHOTO	0,00		0,00	300 000,00		300 000,00	0,00	37 000,00		37 000,00	263 000,00	263 000,00
DECHETS	2018	1	s		Déchets 2018	265 000,00		265 000,00	200 000,00		200 000,00	0,00	29 418,00	-29 418,00	0,00	200 000,00	265 000,00
DEV CULTUR	2016	1	s		Scène musique actuelle coll	300 000,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	0,00	197 284,00	-197 284,00	0,00	300 000,00	300 000,00
DEV CULTUR	2017	2	s		STRUCTURE THEATRE TEMPORAIRE	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
DEV CULTUR	2018	3	s		EQUIPEMENT CULTUREL STRUCTURANT	340 000,00	-60 000,00	280 000,00	340 000,00	-60 000,00	280 000,00	0,00			0,00	280 000,00	280 000,00
DEV CULTUR	2018	4	s		Equipelement lieux culturels	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	0,00		10 057,00	10 057,00	29 943,00	29 943,00
DEV DURABLE	2015	1	mo		Optimisation consommations énergétiques	0,00		0,00	129 928,16	-9 439,64	120 488,52	94 928,16	25 560,36		25 560,36	0,00	0,00
DIFFMUSIQ	2015	1	s		Aide création scène CDC Chamy	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
DOMICILAGE	2015	1	s		Aide amélior.habitat PA 2015	116 363,41		116 363,41	116 363,41		116 363,41	116 363,41			0,00	0,00	0,00
DOMICILAGE	2016	1	s		AIDE AMELIOR HABITAT PA2016	132 358,53		132 358,53	132 358,53		132 358,53	115 718,73	7 539,80		7 539,80	9 100,00	9 100,00
DOMICILAGE	2017	1	s		Amélioration habitat PA 2017	140 000,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	42 484,19	70 000,00		70 000,00	27 515,81	27 515,81
DOMICILAGE	2018	1	s		Amélioration habitat 2018	140 000,00		140 000,00	140 000,00		140 000,00	0,00	70 000,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
ENERGREN	2016	2	s		PRIME MEUSE ENERG 2016	5 874,77		5 874,77	5 874,77		5 874,77	5 874,77			0,00	0,00	0,00
ENERGREN	2017	1	s		Prime Meuse energ 2017	200 000,00		200 000,00	193 750,00		193 750,00	0,00	20 000,00		20 000,00	173 750,00	180 000,00
ENERGREN	2018	1	s		Economie énergie 2018	175 000,00		175 000,00	131 250,00		131 250,00	0,00	19 000,00	-15 000,00	4 000,00	127 250,00	171 000,00
ETUDEROUTE	2006	1	mo		Etudes et recherches 2006	0,00		0,00	276 295,66		276 295,66	248 521,69	25 000,00		25 000,00	2 773,97	2 773,97
EXPLOITBAT	2015	2	mo		Mise en conformité 2015	0,00		0,00	599 450,80		599 450,80	599 450,80			0,00	0,00	0,00
EXPLOITBAT	2015	3	mo		GTÀ-Sûreté des Sites	0,00		0,00	330 000,00		330 000,00	143 696,96	148 007,15	-14 500,00	133 507,15	52 795,89	52 795,89
EXPLOITBAT	2016	1	mo		CABLAGE TICE COLLEGES	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
EXPLOITBAT	2016	2	mo		TVX ALEATOIRES COLLEGES	0,00		0,00	780 000,00		780 000,00	371 145,57	312 454,43		312 454,43	96 400,00	96 400,00
EXPLOITBAT	2016	3	mo		EQUIPEMENTS RESTAURATIONS ETABLISSEMENTS	0,00		0,00	287 079,13		287 079,13	281 205,68			0,00	5 873,45	5 873,45
EXPLOITBAT	2016	4	mo		MISES EN CONFORM SUITE CONTROL	0,00		0,00	1 000 000,00		1 000 000,00	349 196,19	339 300,12	50 000,00	389 300,12	261 503,69	261 503,69
EXPLOITBAT	2016	5	mo		AMENAG BATIM ADMIN DEPART	0,00		0,00	1 100 000,00		1 100 000,00	300 719,86	473 535,57	-220 000,00	253 535,57	545 744,57	545 744,57
EXPLOITBAT	2016	6	mo		TVX ALEATOIRES ADMINISTRATION	0,00		0,00	450 000,00		450 000,00	345 749,09	45 689,56		45 689,56	58 561,35	58 561,35
EXPLOITBAT	2017	2	mo		Tvx traitement amiante collage	0,00		0,00	400 000,00		400 000,00	0,00			0,00	400 000,00	400 000,00
EXPLOITBAT	2018	1	mo		SECURISATION DES COLLEGES	0,00		0,00	1 800 000,00		1 800 000,00	0,00	325 000,00	92 174,72	417 174,72	1 382 825,28	1 382 825,28
EXPOSCULT	2018	1	mo		PARCOURS DONZELLI	0,00		0,00	150 000,00		150 000,00	0,00	59 525,60	-23 304,60	36 221,00	113 779,00	113 779,00

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
DEPENSES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	Pré-prog. Votée	Ajustements Pré-prog. à la DM	Total Pré-prog. 2018	AP votées	Ajustements AP à la DM	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	CP ult.	Reste à financer au-delà de 2018 (dont pré-prog.)
FINANCTGV	2010	1	s		LGV Est - 2ème Phase	2 817 052,97		2 817 052,97	2 817 052,97		2 817 052,97	2 817 052,97			0,00	0,00	0,00
FONDSAFGO	2009	1	mo		FAF - Aménagement foncier 2009	0,00		0,00	73 616,04		73 616,04	47 775,22	500,00	-500,00	0,00	25 840,82	25 840,82
FONDSAFGO	2010	1	mo		FAF - Aménagement Foncier 2010	0,00		0,00	2 201 474,39		2 201 474,39	765 881,64	416 419,12	-170 912,92	245 506,20	1 190 086,55	1 190 086,55
FONDSAFGO	2013	1	mo		Aménagement Foncier 2013	0,00		0,00	590 000,00		590 000,00	116 950,75	91 423,00	-39 323,00	52 100,00	420 949,25	420 949,25
FONDSAFGO	2014	1	mo		Aménagement Foncier 2014	0,00		0,00	30 000,00		30 000,00	8 635,00	14 000,00	-13 595,00	405,00	20 960,00	20 960,00
FONDSAFGO	2016	1	mo		Aménagement foncier 2015	0,00		0,00	40 000,00		40 000,00	0,00			0,00	40 000,00	40 000,00
FONDSAGRIC	2015	2	s		Fonds Agriculture 2015	182 831,67		182 831,67	182 831,67		182 831,67	182 831,67			0,00	0,00	0,00
FONDSAGRIC	2016	1	s		FONDS AGRICULTURE 2016	110 577,00		110 577,00	110 577,00		110 577,00	71 440,00	39 137,00		39 137,00	0,00	0,00
FONDSAGRIC	2017	1	s		Fonds agriculture 2017	170 000,00	-5 440,26	164 559,74	170 000,00	-5 440,26	164 559,74	76 607,65	50 000,00		50 000,00	37 952,09	37 952,09
FONDSAGRIC	2018	1	s		Diversification 2018	200 000,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	0,00	51 440,00	-30 000,00	21 440,00	178 560,00	178 560,00
FONDSDEVT	2013	1	s		Habitat/planif Com/EPCI 2013	484 411,32		484 411,32	484 411,32		484 411,32	484 411,32			0,00	0,00	0,00
FONDSDEVT	2013	2	s		Fonds de développement territorial 2013	2 739 061,09		2 739 061,09	2 739 061,09		2 739 061,09	2 739 061,09			0,00	0,00	0,00
FONDSDEVT	2014	1	s		Fonds de développement territorial 2014	878 250,21		878 250,21	878 250,21		878 250,21	765 883,61	112 366,60		112 366,60	0,00	0,00
FONDSDEVT	2014	2	s		Fonds d'Initiatives Locales 2014	196 547,67		196 547,67	196 547,67		196 547,67	186 547,67			0,00	10 000,00	10 000,00
FONDSDEVT	2014	6	s		Habitat/planif Com/EPCI 2014	104 000,00		104 000,00	104 000,00		104 000,00	96 000,00			0,00	8 000,00	8 000,00
FONDSDEVT	2015	1	s		Fonds de développement 2015	743 521,51		743 521,51	743 521,51		743 521,51	532 016,71	211 504,80		211 504,80	0,00	0,00
FONDSDEVT	2015	2	s		Fonds Initiatives Locales 2015	198 441,54		198 441,54	198 441,54		198 441,54	186 466,94	11 974,60		11 974,60	0,00	0,00
FONDSDEVT	2015	3	s		Fond Montée Haut Débit	3 605,73		3 605,73	3 605,73		3 605,73	3 605,73			0,00	0,00	0,00
FONDSDEVT	2015	4	s		Hab adapté planif 2015	90 000,00		90 000,00	90 000,00		90 000,00	57 020,70	20 000,00		20 000,00	12 979,30	12 979,30
FONDSDEVT	2015	6	s		Soutien élaboration PLUI	50 000,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	0,00	20 000,00		20 000,00	30 000,00	30 000,00
FONDSDEVT	2016	1	s		FONDS DE DEVELOPPEMENT	599 977,74		599 977,74	599 977,74		599 977,74	0,00	70 224,07		70 224,07	529 753,67	529 753,67
FONDSDEVT	2016	2	s		FONDS INITIATIVES LOCALES	290 763,31		290 763,31	290 763,31		290 763,31	80 702,95	150 000,00		150 000,00	60 060,36	60 060,36
FONDSDEVT	2016	7	s		AMELIO THERM LOGT COM INTERCOM	104 000,00		104 000,00	104 000,00		104 000,00	8 000,00	32 000,00		32 000,00	64 000,00	64 000,00
FONDSDEVT	2017	1	s		Fonds de developpement 2017	900 000,00		900 000,00	900 000,00		900 000,00	0,00	142 406,64		142 406,64	757 593,36	757 593,36
FONDSDEVT	2017	2	s		Fonds initiatives locales 2017	300 000,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	0,00	50 000,00		50 000,00	250 000,00	250 000,00
FONDSDEVT	2017	3	s		Fonds montée haut débit 2017	50 000,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	0,00			0,00	50 000,00	50 000,00
FONDSDEVT	2018	1	s		Fonds de développement	1 000 000,00		1 000 000,00	1 000 000,00		1 000 000,00	0,00			0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
FONDSDEVT	2018	2	s		Fonds d'initiatives locales	300 000,00		300 000,00	150 000,00		150 000,00	0,00			0,00	150 000,00	300 000,00
FONDSDEVT	2018	3	s		Fonds montée haut débit	50 000,00		50 000,00	50 000,00		50 000,00	0,00			0,00	50 000,00	50 000,00
FONDSFORES	2015	1	mo		Desserte Forestière Madine	0,00		0,00	120 000,00		120 000,00	702,96	89 250,00	-89 250,00	0,00	119 297,04	119 297,04
HEBERGTOUR	2015	1	s		Hébergements touristiques 2015	20 820,34		20 820,34	20 820,34		20 820,34	20 820,34			0,00	0,00	0,00
INFRASTTC	2012	1	mo		TIC - Infrastructures passives (fourreaux)	0,00		0,00	664 608,73		664 608,73	664 608,73			0,00	0,00	0,00
INFRASTTC	2016	1	mo		Fin du prog ZB tél mobile	0,00		0,00	900 000,00		900 000,00	0,00	600 000,00	-500 000,00	100 000,00	800 000,00	800 000,00
INFRASTTC	2016	2	s		Contrib SMOP Fibre au bâtiment	200 000,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	0,00	40 000,00	-40 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
INFRASTTC	2016	3	mo		Montées en débit	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
INFRASTTC	2017	1	mo		App à proj site prior tél.mobi	0,00		0,00	1 000 000,00		1 000 000,00	0,00			0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
INFRASTTC	2018	1	mo		Enfouissement réseaux fibre	0,00		0,00	400 000,00		400 000,00	0,00	40 000,00	-40 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
INGCULTUR	2017	1	mo		Exposition Saint Mihiel	0,00		0,00	266 500,00	7 550,00	274 050,00	0,00	266 500,00	7 550,00	274 050,00	0,00	0,00
INTERNET	2016	1	mo		AMO INTERNET	0,00		0,00	70 000,00		70 000,00	13 200,00	22 386,96		22 386,96	34 413,04	34 413,04
INVESTCOL	2012	2	mo		Grosses opérations collèges 2012-2014 - Tranche 2012	0,00		0,00	1 308 189,05		1 308 189,05	1 206 548,01	4 390,13		4 390,13	97 250,91	97 250,91
INVESTCOL	2012	3	mo		Grosses opérations collèges 2012-2014 - Tranche 2013	0,00		0,00	1 751 974,28	100 000,00	1 851 974,28	75 914,33	131 958,45		131 958,45	1 644 101,50	1 644 101,50
INVESTCOL	2013	1	mo		Prog.Récur.Invest.Collèges 2013	0,00		0,00	2 879 039,15		2 879 039,15	2 852 734,33			0,00	26 304,82	26 304,82
INVESTCOL	2013	2	mo		Grosses opérations Collèges 2012-2014 Tranche2014	0,00		0,00	204 800,00		204 800,00	4 012,49	153 164,03		153 164,03	47 623,48	47 623,48
INVESTCOL	2014	1	mo		Prog.Récur.Invest.Collèges 2014	0,00		0,00	1 960 278,66		1 960 278,66	1 889 908,39	15 552,73		15 552,73	54 817,54	54 817,54
INVESTCOL	2014	2	mo		GO - Col.Ancemont Esp.techn.Tr.2015	0,00		0,00	2 101 000,00		2 101 000,00	73 467,83	1 085 530,13		1 085 530,13	942 002,04	942 002,04
INVESTCOL	2014	4	mo		Accessibilité des collèges	0,00		0,00	3 800 000,00		3 800 000,00	436 778,67	92 491,67		92 491,67	3 270 729,66	3 270 729,66
INVESTCOL	2015	1	mo		Prog. récurrent enseignm. 2015	0,00		0,00	2 133 600,00		2 133 600,00	1 383 310,13	207 955,26		207 955,26	542 334,61	542 334,61
INVESTCOL	2016	1	mo		PROG RECUR COLLEGES 2016	0,00		0,00	890 600,00		890 600,00	410 287,52	70 410,58		70 410,58	409 901,90	409 901,90
INVESTCOL	2016	3	mo		REPARATION COLLEGE ETAIN	0,00		0,00	2 257 000,00		2 257 000,00	315 337,77	380 280,40		380 280,40	1 561 381,83	1 561 381,83
INVESTCOL	2017	1	mo		Prog récur inv collèges 2017	0,00		0,00	2 100 000,00	400 000,00	2 500 000,00	96 785,32	33 532,40		33 532,40	2 369 682,28	2 369 682,28
INVESTCOL	2017	3	mo		Prog. sécurisation collèges	0,00		0,00	300 000,00		300 000,00	25 139,48			0,00	274 860,52	274 860,52
INVESTCOL	2018	1	mo		Mobilier et matériel scolaire	0,00		0,00	600 000,00		600 000,00	0,00	75 000,00	-30 000,00	45 000,00	555 000,00	555 000,00
INVESTCOL	2018	2	mo		Prog. plan collèges 2018	0,00		0,00	200 000,00		200 000,00	0,00			0,00	200 000,00	200 000,00
INVESTCOL	2018	4	mo		Prog. récur. inv collèges 2018	0,00		0,00	729 700,00		729 700,00	0,00	297 111,34		297 111,34	432 588,66	432 588,66
INVESTCOL	2018	6	mo		PROGRAMME CITES SCOLAIRES 2018 2022	0,00		0,00	1 400 000,00		1 400 000,00	0,00	140 000,00		140 000,00	1 260 000,00	1 260 000,00

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
DEPENSES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	Pré-prog. Votée	Ajustements Pré-prog. à la DM	Total Pré-prog. 2018	AP votées	Ajustements AP à la DM	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	CP ult.	Reste à financer au-delà de 2018 (dont pré-prog.)
INVROUTES	2011	1	mo		Opérations ponctuelles de voirie 2011	0,00		0,00	240 850,66		240 850,66	181 993,40			0,00	58 857,26	58 857,26
INVROUTES	2015	3	mo		Opé. Ponctuelles Voirie 2015	0,00		0,00	401 986,29		401 986,29	355 301,15	4 874,50		4 874,50	41 810,64	41 810,64
INVROUTES	2016	1	mo		PROG RECUR INV ROUTIER 2016	0,00		0,00	5 978 400,00		5 978 400,00	5 819 620,93	1 700,00		1 700,00	157 079,07	157 079,07
INVROUTES	2016	3	mo		OPE PONCTUELLES VOIRIE 2016	0,00		0,00	1 272 523,38		1 272 523,38	621 292,47	453 673,56	-46 035,06	407 638,50	243 592,41	243 592,41
INVROUTES	2016	4	s		CPER 2015 2020	4 000 000,00		4 000 000,00	4 000 000,00		4 000 000,00	0,00		0,00	4 000 000,00	4 000 000,00	
INVROUTES	2017	1	mo		Opé ponctuelles voirie 2017	0,00		0,00	1 311 000,00		1 311 000,00	112 985,50	143 819,77	-6 563,93	137 255,84	1 060 758,66	1 060 758,66
INVROUTES	2017	2	mo		Prog récur inv routier 2017	0,00		0,00	6 933 340,00		6 933 340,00	4 526 921,02	422 907,82		422 907,82	1 983 511,16	1 983 511,16
INVROUTES	2017	3	mo		Contournement de Verdun	0,00		0,00	11 000 000,00		11 000 000,00	0,00	60 006,92	-60 000,00	6,92	10 999 993,08	10 999 993,08
INVROUTES	2017	6	mo		Dessertes CIGEO	0,00		0,00	200 000,00		200 000,00	0,00	50 000,00	-50 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
INVROUTES	2018	1	mo		Opé. ponctuelles voirie 2018	0,00		0,00	35 000,00		35 000,00	0,00	18 000,00	-15 295,06	2 704,94	32 295,06	32 295,06
INVROUTES	2018	2	mo		Prog. récur. inv routier 2018	0,00		0,00	7 426 000,00	610 000,00	8 036 000,00	0,00	6 939 982,07	287 894,05	7 227 876,12	808 123,88	808 123,88
INVSTBATIM	2003	1	mo	APP	Construction Archives départementales	0,00		0,00	13 303 398,87		13 303 398,87	13 284 162,25			0,00	19 236,62	19 236,62
INVSTBATIM	2011	1	mo		Prog.Récurrent Invests.Bâtiments 2011	0,00		0,00	1 092 778,44		1 092 778,44	1 050 580,81			0,00	42 197,63	42 197,63
INVSTBATIM	2011	2	mo		Signalétique Bâtiments Départementaux 2011	0,00		0,00	101 359,06		101 359,06	101 359,06			0,00	0,00	0,00
INVSTBATIM	2012	2	mo		Mise en valeur & protection Temple Nasium	0,00		0,00	219 838,67		219 838,67	32 389,60	7 378,13		7 378,13	180 070,94	180 070,94
INVSTBATIM	2012	3	mo		Construction Ctre Exploit VOID VACON	0,00		0,00	1 500 000,00		1 500 000,00	0,00			0,00	1 500 000,00	1 500 000,00
INVSTBATIM	2012	4	mo		Mise aux normes du Pôle agroalimentaire	0,00		0,00	1 655 300,00	100 000,00	1 755 300,00	213 264,59	884 031,93		884 031,93	658 003,48	658 003,48
INVSTBATIM	2013	2	mo		Construction et amélioration Centres Exploitation	0,00		0,00	1 795 775,00		1 795 775,00	8 615,00	323 155,88		323 155,88	1 464 004,12	1 464 004,12
INVSTBATIM	2014	1	mo		Prog.Récurrent Invests.Bâtiments 2014	0,00		0,00	624 247,21		624 247,21	624 247,21			0,00	0,00	0,00
INVSTBATIM	2014	3	mo		Accessibilité des autres bâtiments	0,00		0,00	2 800 000,00		2 800 000,00	17 480,87			0,00	2 782 519,13	2 782 519,13
INVSTBATIM	2015	1	mo		Prog.récurrent bâtiment 2015	0,00		0,00	1 024 944,54		1 024 944,54	522 509,76	157 280,70		157 280,70	345 154,08	345 154,08
INVSTBATIM	2015	4	mo		Aménagement des MDS	0,00		0,00	1 619 000,00		1 619 000,00	16 625,95	246 881,00		246 881,00	1 355 493,05	1 355 493,05
INVSTBATIM	2016	1	mo		PROG RECUR AUTRES BAT 2016	0,00		0,00	1 177 703,00		1 177 703,00	413 862,21	188 192,06		188 192,06	575 648,73	575 648,73
INVSTBATIM	2017	1	mo		Prog récur inv bâtiments 2017	0,00		0,00	190 500,00		190 500,00	7 500,00	67 613,29		67 613,29	115 386,71	115 386,71
INVSTBATIM	2017	2	mo		Prog Centre de connais et cult	0,00		0,00	30 000,00		30 000,00	0,00			0,00	30 000,00	30 000,00
INVSTBATIM	2017	3	mo		Prog Clos Poincaré	0,00		0,00	125 000,00		125 000,00	5 628,00	1 098,16		1 098,16	118 273,84	118 273,84
INVSTBATIM	2018	1	mo		Prog. récur. inv bâtiments 2018	0,00		0,00	175 200,00		175 200,00	0,00	16 800,00		16 800,00	158 400,00	158 400,00
INVSTHOTEL	2013	1	mo		Prog.Récurrent Invests.Hôtel 2013	0,00		0,00	85 663,61		85 663,61	85 663,61			0,00	0,00	0,00
INTENSUSUP	2013	2	mo		Restructuration bâtiment IUFM	0,00		0,00	354 735,70		354 735,70	194 142,49	19 660,07		19 660,07	140 933,14	140 933,14
LOGSOCIAL	2013	3	s		Aide à la pierre Parc privé 2013-2018	2 350 000,00		2 350 000,00	2 350 000,00		2 350 000,00	1 629 800,00	500 000,00		500 000,00	220 200,00	220 200,00
LOGSOCIAL	2013	4	s		Aide à la pierre Parc Pub. (FP) 2013-2018	6 470 000,00		6 470 000,00	6 470 000,00		6 470 000,00	1 358 933,06	300 000,00		300 000,00	3 011 066,94	4 811 066,94
LOGSOCIAL	2013	5	s		Consolidation OPH (2013-2017)	4 780 000,00		4 780 000,00	4 080 000,00		4 080 000,00	2 860 000,00	360 000,00		360 000,00	860 000,00	1 560 000,00
LOGSOCIAL	2013	6	s		Aide à la pierre Parc Pub. (Etat) 2013-2018	756 000,00		756 000,00	300 000,00		300 000,00	176 400,00	30 000,00		30 000,00	93 600,00	549 600,00
LOGSOCIAL	2016	2	s		LUTTE CONTRE LA VACANCE	150 000,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	0,00	75 000,00		75 000,00	75 000,00	75 000,00
MADINE	2012	1	s		Madine 1ère T. Développement	3 269 081,39		3 269 081,39	3 269 081,39		3 269 081,39	3 046 960,49			0,00	222 120,90	222 120,90
MADINE	2013	1	s		Madine - 2ème tranche Développement	1 463 000,00		1 463 000,00	1 245 000,00		1 245 000,00	331 113,13	451 687,67		451 687,67	462 199,20	680 199,20
MADINE	2017	1	s		Etude stratégique	27 500,00		27 500,00	27 500,00		27 500,00	0,00	27 500,00		27 500,00	0,00	0,00
MEMOIRE	2018	1	s		POLE ACCUEIL MEMORIAL EPCC	122 630,00		122 630,00	122 630,00		122 630,00	0,00			0,00	122 630,00	122 630,00
MILIEUXNAT	2015	1	s		ENS 2015	80 175,40		80 175,40	80 175,40		80 175,40	74 325,40	5 095,50		5 095,50	754,50	754,50
MILIEUXNAT	2015	2	mo		Tvx hydro Maris de Chaumont DD	0,00		0,00	43 914,00		43 914,00	43 914,00			0,00	0,00	0,00
MILIEUXNAT	2015	7	mo		AF du Marais de Chaumont dtv D.	0,00		0,00	100 000,00		100 000,00	0,00			0,00	100 000,00	100 000,00
MILIEUXNAT	2016	1	s		ESPACES NATUR SENS 2016	42 651,27		42 651,27	42 651,27		42 651,27	25 041,98	16 530,56		16 530,56	1 078,73	1 078,73
MILIEUXNAT	2017	1	mo		Travaux aménagement marais	0,00		0,00	390 000,00		390 000,00	0,00	55 000,00	10 000,00	65 000,00	325 000,00	325 000,00
MILIEUXNAT	2017	7	s		Espaces naturels sensibles	100 000,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	0,00			0,00	100 000,00	100 000,00
MILIEUXNAT	2018	2	s		ENS 2018 INVT	242 000,00		242 000,00	181 250,00		181 250,00	0,00	53 373,94	-31 657,50	21 716,44	159 533,56	220 283,56
MILIEUXNAT	2018	3	mo		Plan gestion marais chaumont	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
MOYGENADMG	2008	2	mo		Implicit Solidarité Phase 3	0,00		0,00	117 640,00		117 640,00	98 332,83	19 000,00	-17 471,50	1 528,50	17 778,67	17 778,67
MOYGENADMG	2011	2	mo		Gestion Financière Nouveaux produits	0,00		0,00	514 212,76		514 212,76	354 456,24	105 545,82		105 545,82	54 210,70	54 210,70
MOYGENADMG	2011	3	mo		Informatisation DS-DETIE	0,00		0,00	854 292,26		854 292,26	641 165,15	118 246,78		118 246,78	94 880,33	94 880,33
MOYGENADMG	2012	1	mo		Nouveau Logiciel Gestion RH	0,00		0,00	510 000,00		510 000,00	93 016,33	3 406,69		3 406,69	413 576,98	413 576,98
MOYGENADMG	2013	2	mo		Schéma Directeur Système d'Information	0,00		0,00	2 234 590,84		2 234 590,84	1 268 661,78	768 794,41	-73 068,92	695 725,49	270 203,57	270 203,57
MOYGENADMG	2016	3	mo		Licences Microsoft 2016 2018	0,00		0,00	540 000,00		540 000,00	341 034,54	170 480,65		170 480,65	28 484,81	28 484,81
MOYGENADMG	2017	3	mo		Portail internet départemental	0,00		0,00	300 000,00		300 000,00	0,00			0,00	300 000,00	300 000,00
MOYGENADMG	2017	4	mo		Matériel FIPH 2017 2019	0,00		0,00	61 000,00		61 000,00	18 068,50	18 600,00		18 600,00	24 331,50	24 331,50
MOYGENADMG	2018	2	mo		Schéma directeur démat	0,00		0,00	272 978,00		272 978,00	0,00	192 424,65		192 424,65	80 553,35	80 553,35

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
DEPENSES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	Pré-prog. Votée	Ajustements Pré-prog. à la DM	Total Pré-prog. 2018	AP votées	Ajustements AP à la DM	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	CP ult.	Reste à financer au-delà de 2018 (dont pré-prog.)
MOYGENADMG	2018	3	mo		VECTORISATION DU CADASTRE	0,00		0,00	70 000,00		70 000,00	0,00			0,00	70 000,00	70 000,00
PARCSCENIQ	2013	1	mo		Parc matériel scénique 2013	0,00		0,00	97 094,61		97 094,61	47 981,00			0,00	49 113,61	49 113,61
PATNONPROT	2014	1	s		Patrimoine Non Protégé 2014	63 209,93		63 209,93	63 209,93		63 209,93	63 209,93			0,00	0,00	0,00
PATNONPROT	2015	1	s		Patrimoine Non Protégé 2015	147 179,17		147 179,17	147 179,17		147 179,17	61 973,51	85 205,66		85 205,66	0,00	0,00
PATNONPROT	2016	1	s		PATRIMOINE NON PROTEGE	146 303,98		146 303,98	146 303,98		146 303,98	14 668,81	63 027,38		63 027,38	68 607,79	68 607,79
PATNONPROT	2017	1	s		Patrimoine non protégé 2017	300 000,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	0,00	8 139,93		8 139,93	291 860,07	291 860,07
PATNONPROT	2018	1	s		Patrimoine non protégé	200 000,00		200 000,00	200 000,00		200 000,00	0,00			0,00	200 000,00	200 000,00
PATPROTEGE	2011	1	s		Patrimoine protégé 2011	144 002,69		144 002,69	144 002,69		144 002,69	106 298,00	15 000,00		15 000,00	22 704,69	22 704,69
PATPROTEGE	2014	1	s		Patrimoine Protégé 2014	333 685,94		333 685,94	333 685,94		333 685,94	262 091,78	71 594,16		71 594,16	0,00	0,00
PATPROTEGE	2015	1	s		Patrimoine Protégé 2015	345 299,33		345 299,33	345 299,33		345 299,33	2 074,36	200 000,00		200 000,00	143 224,97	143 224,97
PATPROTEGE	2016	1	s		PATRIMOINE PROTEGE	350 000,00		350 000,00	350 000,00		350 000,00	20 192,62	20 000,00		20 000,00	309 807,38	309 807,38
PATPROTEGE	2017	1	s		Patrimoine protégé 2017	450 000,00		450 000,00	450 000,00		450 000,00	0,00	5 399,94		5 399,94	444 600,06	444 600,06
PATPROTEGE	2018	1	s		Patrimoine protégé	300 000,00		300 000,00	300 000,00		300 000,00	0,00			0,00	300 000,00	300 000,00
PDEM	2016	1	s		PLAN DEPART PPGDND 2016	17 546,46		17 546,46	17 546,46		17 546,46	9 005,46	8 541,00		8 541,00	0,00	0,00
PDEM	2017	1	s		Plan depart PPGDND 2017	100 000,00		100 000,00	100 000,00		100 000,00	0,00	12 041,00	-582,00	11 459,00	88 541,00	88 541,00
PROTECEAU	2012	2	s		Protection Ressources en Eaux 2012	124 152,52		124 152,52	124 152,52		124 152,52	118 952,94	5 199,58		5 199,58	0,00	0,00
PROTECEAU	2013	1	s		Protection Ressources en Eaux 2013	131 388,99		131 388,99	131 388,99		131 388,99	92 860,55	24 800,42		24 800,42	13 728,02	13 728,02
PROTECEAU	2014	1	s		Protection Ressources en Eaux 2014	108 439,52		108 439,52	108 439,52		108 439,52	69 769,52	30 000,00		30 000,00	8 670,00	8 670,00
PROTECEAU	2014	2	s		Alimentation Eau Potable 2014	107 084,10		107 084,10	107 084,10		107 084,10	107 084,10			0,00	0,00	0,00
PROTECEAU	2015	1	s		Protec ressources en eau 2015	74 722,65		74 722,65	74 722,65		74 722,65	20 311,71	20 000,00		20 000,00	34 410,94	34 410,94
PROTECEAU	2015	2	s		AEP 2015	142 641,03		142 641,03	142 641,03		142 641,03	106 541,03	25 100,00		25 100,00	11 000,00	11 000,00
PROTECEAU	2016	1	s		PROTEC RESSOURCES EAU2016	50 104,57		50 104,57	50 104,57		50 104,57	12 627,57	17 500,00		17 500,00	19 977,00	19 977,00
PROTECEAU	2016	2	s		ALIMENTAT EAU POTABLE 2016	75 519,20		75 519,20	75 519,20		75 519,20	49 869,20	11 000,00		11 000,00	14 650,00	14 650,00
PROTECEAU	2017	1	s		Protection ressources eau 2017	150 000,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	0,00	17 500,00		17 500,00	132 500,00	132 500,00
PROTECEAU	2017	2	s		Alimentation eau potable 2017	150 000,00		150 000,00	150 000,00		150 000,00	897,51	64 000,00		64 000,00	85 102,49	85 102,49
PROTECEAU	2018	1	s		Protection ressources eau 2018	175 000,00		175 000,00	131 250,00		131 250,00	0,00	10 000,00		10 000,00	121 250,00	165 000,00
PROTECEAU	2018	2	s		Alimentation eau potable 2018	375 000,00	-50 000,00	325 000,00	300 000,00	-50 000,00	250 000,00	0,00	49 900,00		49 900,00	200 100,00	275 100,00
RENOVETAB	2013	1	s		Rénovation des établissements 2013	808 437,63		808 437,63	808 437,63		808 437,63	363 225,18	445 212,45		445 212,45	0,00	0,00
RENOVETAB	2014	1	s		Rénovation des établissements 2014	563 736,49		563 736,49	563 736,49		563 736,49	353 807,49	177 951,40		177 951,40	31 977,60	31 977,60
RENOVETAB	2015	1	s		Rénovation des établissements 2015	54 268,50		54 268,50	54 268,50		54 268,50	0,00	54 268,50		54 268,50	0,00	0,00
RENOVETAB	2016	1	s		RENOVATION ETS 2016	194 743,10		194 743,10	194 743,10		194 743,10	0,00	194 743,10		194 743,10	0,00	0,00
RENOVETAB	2017	2	s		Rénovation ETS 2017	681 425,03		681 425,03	681 425,03		681 425,03	0,00	32 088,44	12 986,40	45 074,84	636 350,19	636 350,19
RENOVETAB	2018	1	s		Rénovation ETS 2018	8 000 000,00		8 000 000,00	8 000 000,00		8 000 000,00	0,00			0,00	8 000 000,00	8 000 000,00
STRUCTOUR	2017	1	s		VELOROUTES VOIES VERTES	400 000,00		400 000,00	400 000,00		400 000,00	0,00			0,00	400 000,00	400 000,00
STRUCTOUR	2018	1	s		Acc projets CT/schéma tourisme	500 000,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	0,00			0,00	500 000,00	500 000,00
STRUCTOUR	2018	2	s		Véloroutes voies vertes 2018	800 000,00		800 000,00	800 000,00		800 000,00	0,00	200 000,00	-200 000,00	0,00	800 000,00	800 000,00
STRUCTOUR	2018	3	s		Héberg touristique BenoiteVaux	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00			0,00	100 000,00	100 000,00
TEMPSHIST	2010	2	mo		Le Temps de l'Histoire - MO	0,00		0,00	1 144 452,00		1 144 452,00	948 376,82	150 000,00	-42 000,00	108 000,00	88 075,18	88 075,18
TEMPSHIST	2010	4	s		Le Temps de l'Histoire - Subventions	6 273 918,22		6 273 918,22	6 273 918,22		6 273 918,22	6 173 918,22	100 000,00			0,00	0,00
TEMPSHIST	2015	2	mo		Refondat. Forts Douaumont Vaux	0,00		0,00	5 000 000,00		5 000 000,00	1 842 471,95	1 390 000,00	-349 662,24	1 040 337,76	2 117 190,29	2 117 190,29
TEMPSHIST	2018	1	s		DETECTION LIDAR	30 000,00		30 000,00	30 000,00		30 000,00	0,00	10 000,00	-10 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
TICCOLLEGE	2018	1	mo		Matériel informatique collèg	0,00		0,00	1 000 000,00		1 000 000,00	0,00	250 000,00	-6 000,00	244 000,00	756 000,00	756 000,00
TRANSPLR	2015	5	mo		Aménagt arrêts LR 2015-2017	0,00		0,00	13 566,13		13 566,13	13 566,13			0,00	0,00	
TRANSPLR	2016	1	s		ACCESS ARRET BUS 2016 2017	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00	
TRANSPLS	2016	1	s		MISE AUX NORMES ARR BUS TS2016	41 892,23		41 892,23	41 892,23		41 892,23	40 244,75	1 647,48		1 647,48	0,00	0,00
VELOROUTES	2005	1	mo	APP	Véloroutes et voies vertes 2005	0,00		0,00	1 977 005,34		1 977 005,34	1 973 853,73	1 000,00		1 000,00	2 151,61	2 151,61
Total ...						68 836 090,01	9 559,74	68 845 649,75	181 545 514,43	1 217 670,10	182 763 184,53	78 766 764,67	25 588 250,47	-2 111 515,56	23 476 734,91	80 519 684,95	84 300 684,95

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
RECETTES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	AP votées	Ajustements AP au BS	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	Reste à financer au-delà de 2018
CENTENAIRE	2015	2	mo		Expo Archéo	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00
DEV DURABLE	2015	2	mo		Optimisation consommations énergétiques	47 336,40		47 336,40	20 800,80	26 535,60		26 535,60	0,00
EXPLOITBAT	2016	7	mo		Recettes des batiments d'enseignement	270 000,00		270 000,00	138 234,81	16 773,75	-5 252,71	11 521,04	120 244,15
EXPOSCULT	2018	2			PARCOURS DONZELLI	92 000,00		92 000,00	0,00			0,00	92 000,00
FONDSAFGO	2009	2	mo		FAF - Aménagement foncier 2009	67 980,92		67 980,92	18 980,92	31 000,00	-31 000,00	0,00	49 000,00
FONDSAFGO	2010	2	mo		FAF - Aménagement Foncier 2010	810 150,00		810 150,00	57 491,98		5 360,00	5 360,00	747 298,02
FONDSAFGO	2013	2	mo		Aménagement foncier 2013	460 500,00		460 500,00	109 811,00	61 200,00	-8 003,38	53 196,62	297 492,38
FONDSAFGO	2014	5	mo		Aménagement Foncier 2014	5 000,00		5 000,00	0,00			0,00	5 000,00
FONDSFORES	2016	1	mo		Desserte forestière Madine	90 000,00		90 000,00	0,00	3 000,00	-3 000,00	0,00	90 000,00
INFRASTTIC	2012	2	mo		TIC - Infrastructures passives (fourreaux)	99 621,00		99 621,00	99 621,00			0,00	0,00
INFRASTTIC	2016	4	mo		Fin du prog ZB tél mobile	900 000,00		900 000,00	0,00	300 000,00	-300 000,00	0,00	900 000,00
INFRASTTIC	2016	5	mo		Montées en débit	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00
INFRASTTIC	2017	2	mo		App à proj site prior tél.mobi	500 000,00		500 000,00	0,00			0,00	500 000,00
INFRASTTIC	2018	3	mo		Enfouissement réseaux fibre	40 000,00		40 000,00	0,00	5 000,00	-5 000,00	0,00	40 000,00
INGCULTUR	2017	2	mo		Exposition Saint Mihiel	148 750,00		148 750,00	0,00	148 750,00	-125 750,00	23 000,00	125 750,00
INVESTCOL	2014	3	mo		Prog.Récur.Invest.Collèges 2014	388 129,03		388 129,03	388 129,03			0,00	0,00
INVESTCOL	2015	2	mo		Prog.récurrent enseigt 2015	739 902,00		739 902,00	183 302,60	131 053,49		131 053,49	425 545,91
INVESTCOL	2016	2	mo		PROG RECETTE COLLEGES 2016	180 000,00		180 000,00	0,00	70 369,29		70 369,29	109 630,71
INVESTCOL	2017	2	mo		Prog. récurrent collèges 2017	150 000,00		150 000,00	0,00			0,00	150 000,00
INVESTCOL	2018	3	mo		Prog. GIP collège 2018	1 200 000,00		1 200 000,00	0,00	298 577,22	-216 577,22	82 000,00	1 118 000,00
INVRUTES	2011	2	mo		Opérations ponctuelles de voirie 2011	56 067,68		56 067,68	45 203,22	9 782,56		9 782,56	1 081,90
INVRUTES	2013	5	mo		opérations ponctuelles voirie 2013	234 674,21		234 674,21	226 516,65			0,00	8 157,56
INVRUTES	2014	4	mo		Programme récurrent invests rout. 2014	1 118 702,76		1 118 702,76	1 118 702,76			0,00	0,00
INVRUTES	2015	2	mo		Prog. Récurrent Invrt Routier 2015	968 869,60		968 869,60	968 869,60			0,00	0,00
INVRUTES	2015	5	mo		Opérations ponctuelles 2015	478 000,00		478 000,00	478 000,00			0,00	0,00
INVRUTES	2016	2	mo		PROG RECUR INV ROUTIER 2016	1 850 000,00		1 850 000,00	1 464 201,12			0,00	385 798,88
INVRUTES	2016	5	mo		OPERATIONS PONCTUELLES 2016	383 517,00		383 517,00	0,00	383 500,10		383 500,10	16,90
INVRUTES	2017	4	mo		Prog récur inv routier 2017	1 412 060,00		1 412 060,00	0,00	680 000,00	10 000,00	690 000,00	722 060,00
INVRUTES	2017	5	mo		Contournement de Verdun	1 500 000,00		1 500 000,00	0,00			0,00	1 500 000,00
INVRUTES	2018	3	mo		Prog. récur. inv routier 2018	1 000 000,00		1 000 000,00	0,00	400 000,00	549 100,00	949 100,00	50 900,00
INVRUTES	2018	4	mo		Opération ponctuelles 2017	54 000,00		54 000,00	0,00	27 200,00		27 200,00	26 800,00
LOGSOCIAL	2008	2	s		Aide à la pierre Parc Public 2008	733 507,65		733 507,65	733 507,65			0,00	0,00
LOGSOCIAL	2013	7	s		Aide à la pierre Parc Pub. (Etat) 2013-2018	834 000,00		834 000,00	176 399,90	48 000,00		48 000,00	609 600,10
MILIEUXNAT	2015	3	s		Travaux hydroliques marais de Chaumont dvt D.	29 000,00		29 000,00	9 600,00	19 400,00		19 400,00	0,00
MILIEUXNAT	2015	9	s		Acquisition foncière autour du marais de Chaumont	50 000,00		50 000,00	0,00			0,00	50 000,00
MILIEUXNAT	2017	4	mo		Travaux aménagement marais	120 000,00		120 000,00	0,00	120 000,00	-91 248,00	28 752,00	91 248,00
MILIEUXNAT	2018	4	mo		Plan gestion marais chaumont	0,00		0,00	0,00			0,00	0,00
MOYGENADMG	2016	4	mo		Schéma Directeur Systèmes Information	350 000,00		350 000,00	184 154,70	90 000,00		90 000,00	75 845,30

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME et CREDIT DE PAIEMENT - DM
Organismes : Budget Principal CG55
Exercice 2018
RECETTES

Programme	Millésime de l'AP	Numéro de l'AP	Type	APP	Intitulé de l'AP	AP votées	Ajustements AP au BS	Total AP 2018	Crédits de paiements antérieurs (réalisations cumulées au 31.12.17)	CP 2018 votés au BP + BS + virements au 01/10/18	Ajustements CP 2018 à la DM	Total CP 2018	Reste à financer au-delà de 2018
MOYGENADMG	2017	5	mo		Matériel mobilier ergo FIPHFP	51 500,00		51 500,00	15 500,00	15 500,00		15 500,00	20 500,00
TEMPSHIST	2010	3	mo		Le Temps de l'Histoire - MO	312 068,88		312 068,88	310 524,97			0,00	1 543,91
TEMPSHIST	2015	3	mo		Refondation forts Douaumont Vaux	3 000 000,00		3 000 000,00	600 000,00	550 000,00	-100 000,00	450 000,00	1 950 000,00
Total ...						20 725 337,13	0,00	20 725 337,13	7 347 552,71	3 435 642,01	-321 371,31	3 114 270,70	10 263 513,72

Actes de l'Exécutif départemental

RESSOURCES MUTUALISEES SOLIDARITES

ARRETE DU 1^{ER} OCTOBRE 2018 RELATIF A LA REVISION TARIFAIRE 2018 APPLICABLE A L'AIDE A DOMICILE EN MILIEU RURAL (ADMR)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MEUSE

- VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 313-6 et L 314-3 et suivant et R 314-1 et suivants, R314-46,
- VU l'arrêté de création et d'habilitation à l'Aide Sociale pour l'A.D.M.R,
- VU la délibération du Conseil départemental de la Meuse en date du 14/12/2017 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses concernant la tarification 2018 des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux,
- VU l'arrêté de tarification pour l'exercice 2018 du 1^{er} avril 2018 de l'ADMR,
- VU la demande de révision tarifaire formulée par l'ADMR le 27/07/2018,
- VU l'agrément de l'avenant n° 36/217 de la Convention Collective de la branche d'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile, en date du 4 juin 2018, applicable à l'ADMR,

Considérant que l'avenant précisé occasionne une charge financière importante sur l'exercice 2018 nécessitant une révision du tarif de l'exercice en cours,

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses prévisionnelles de l'ADMR pour son intervention en Meuse sont révisées comme suit :

Dépenses	Groupes fonctionnels	
	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	926 995,00
Groupe II Dépenses afférentes au personnel	8 673 646,73	
Groupe III Dépenses afférentes à la structure	880 420,00	
	Total	10 481 061,73
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	10 304 470,00
	Groupe II Produits relatifs à l'exploitation	77 481,00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 700,00
	Total	10 383 651,00

Soit un tarif horaire moyen de 22,25 €.

ARTICLE 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant les reprises des résultats suivants :

Reprise d'excédent	97 410,73
Reprise de déficit	Néant

ARTICLE 3 : Les tarifs applicables au 1er octobre 2018 par **l'ADMR** pour ses interventions en Meuse sont :

**- tarif horaire moyen,
toutes catégories de personnel confondues : 22,66 €**

ARTICLE 4 : En application de la réglementation en vigueur, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale au 6 rue du Haut Bourgeois C.O. 50025, 54035 NANCY Cedex, dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services du Département et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. La présente décision d'autorisation budgétaire et de tarification sera notifiée à l'établissement. Les tarifs fixés dans le présent arrêté feront l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du Département.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Jean-Marie MISSLER
1^{er} Vice-Président du Conseil départemental

ARRETE PERMANENT N° 06-2018-D-P DU 9 OCTOBRE 2018 FIXANT LA VITESSE AUTORISEE A 70KM/H SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE 966 SUR LE TERRITOIRE DE LONGEAUX ET DE MENAUCOURT

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code de la Route, et notamment le chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 4 des parties législative et réglementaire relatif aux pouvoirs de police de la circulation et notamment l'article R413-1 relatif aux vitesses maximales autorisées ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret 2010-578 du 31 mai 2010 relatif au classement des routes à grande circulation ;

Vu le décret du 23 août 2016 nommant Madame Muriel NGUYEN Préfète de la Meuse ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, portant instruction générale sur la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2006 du Président du Conseil général de la Meuse relatif à la nouvelle nomenclature des anciennes Routes Nationales transférées au 01/01/2006 dans le domaine public routier du Département de la Meuse et à la nouvelle dénomination de certaines Routes Départementales ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse en date du 18 juin 2018 portant délégation de signature au Directeur des Routes et de l'Aménagement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-345 du 13 février 2018 donnant délégation de signature en matière d'administration générale à Monsieur Philippe CARROT Directeur Départemental des Territoires de la Meuse ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière ;

Vu le rapport de la responsable de l'ADA de Bar le Duc en date du 10 avril 2018 par laquelle elle propose de réglementer la circulation de la Route Départementale n° 966 sur le territoire de la commune de Longeaux et de Menaucourt entre le P.R. 4+014 et le P.R. 4+ 680 ;

Considérant que la Route Départementale n° 966 classée route à grande circulation, présente actuellement une limitation de vitesse à 70 km/h dans le sens LIGNY/GONDRECOURT entre le PR 4+083 et le PR 4+815 et dans le sens GONDRECOURT/LIGNY entre le PR 4+680 et PR 4+083 sur une section urbanisée en deux (2) lieux-dits dit « TIRGLAIRE » et « LE PATOUILLAT »

Considérant que cette zone limitée à 70 km/h doit être redéfinie afin que les usagers de la route appréhendent au mieux cette zone urbanisée en lieu-dit ;

Vu l'avis favorable de Madame la Préfète de la Meuse en date du 4 septembre 2018 relatif aux mesures de police de la circulation sur la Route Départementale n° 966 classée route à grande circulation ;

ARRÊTE

Article 1 :

Toutes dispositions antérieures et contraires sont annulées et remplacées par le présent arrêté.

Article 2 :

La vitesse maximale autorisée pour tous les véhicules, dans les deux sens de circulation, sur la Route Départementale n°966 entre le point de repère 4+014 et le point de repère 4+680 est fixée à 70 km/h sur le territoire de la commune de Longeaux et de Menaucourt au droit des lieux-dits dit « TIRGLAIRE » et « LE PATOUILLAT »

Article 3 :

La signalisation découlant des présentes prescriptions sera conforme aux dispositions réglementaires susvisées, et mise en place par les services de l'Agence Départementale d'Aménagement de Bar le Duc.

Article 4 :

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par :

- publication au recueil des actes administratifs du Département de la Meuse,
- apposition des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

Article 5 :

Les mesures de police de la circulation énoncées à l'article 1 seront permanentes et entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation correspondante.

Article 6 :

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Nancy d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à partir de l'accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article 3. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision, recours qui doit cependant intervenir dans les deux mois si son auteur souhaite conserver la faculté d'exercer ensuite un recours contentieux.

Article 7 :

Le Président du Conseil départemental, le commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de la Meuse seront chargés de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée pour information au :

- Maire de la commune de Longeaux, 8, rue du Pressoir 55500 Longeaux
- Maire de la commune de Menaucourt, 4, rue du Moulin 55500 Menaucourt
- Secrétaire Général de la Préfecture, 40 Rue du bourg, CS 30512, 55012 BAR LE DUC Cedex,
- Région Grand Est Agence Territoriale de SAINT DIZIER / BAR LE DUC, 4 rue des Romains CS 60322 55007 BAR-LE-DUC CEDEX,
- Chef de la cellule A.T.S., Direction Départementale des Territoires, 14 Rue Antoine Durenne, BP 10501, 55012 BAR-LE-DUC Cedex,
- Responsable de l'Agence Départementale d'Aménagement de Bar le Duc.

Fait à BAR LE DUC, le 9 octobre 2018

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Signé

ARRETE PERMANENT N° 07-2018-D-P DU 9 OCTOBRE 2018 RELATIF A LA MISE EN PLACE D'UNE SIGNALISATION DITE « STOP » A L'INTERSECTION DES ROUTES DEPARTEMENTALES 146 ET 2 SUR LE TERRITOIRE DE BEUREY-SUR-SAULX

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Vu le Code de la Route, et notamment l'article R.411-7 relatif au pouvoir de police en intersection ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3221-4 et L3221-5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, portant instruction générale sur la signalisation routière ;

Vu l'arrêté du 25 septembre 2006 du Président du Conseil général de la Meuse relatif à la nouvelle nomenclature des anciennes Routes Nationales transférées au 01/01/2006 dans le domaine public routier du Département de la Meuse et à la nouvelle dénomination de certaines Routes Départementales ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental de la Meuse en date du 18 juin 2018 portant délégation de signature au Directeur des Routes et de l'Aménagement ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière ;

Considérant la nécessité d'organiser le passage des véhicules par une signalisation spéciale hors agglomération au niveau de l'intersection formée par la Route Départementale n° 146 et la Route Départementale n° 2 territoire de la commune de Beurey-sur-Saulx en raison de mauvaises conditions de visibilité, liées à la présence de végétation en domaine privé (cultures agricoles) ;

Considérant l'étude de visibilité, menée par un technicien de l'ADA de Bar le Duc, en date du 16 juillet 2018 ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les usagers circulant sur la RD 146 dans le sens des Points de Repère décroissants et débouchant, au PR 8+004, à l'intersection avec la RD 2, au PR 2+528 , doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, ensuite céder le passage aux véhicules circulant sur la RD 2 et ne s'y engager qu'après s'être assuré qu'ils peuvent le faire sans danger. Cette mesure sera concrétisée par la mise en place d'une signalisation dite « STOP ».

Article 2 :

La signalisation découlant des présentes prescriptions sera conforme aux dispositions réglementaires susvisées, et mise en place par les services de l'A.D.A. de Bar-le-Duc.

Article 3 :

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par :

- publication au recueil des actes administratifs du Département de la Meuse ;
- apposition des panneaux et matériels de signalisation réglementaire.

Article 4 :

Les mesures de police de la circulation visées à l'article 1 seront permanentes et entreront en vigueur dès la mise en place effective de la signalisation correspondante.

Article 5 :

Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif de Nancy d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à partir de l'accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article 3. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision, recours qui doit cependant intervenir dans les deux mois si son auteur souhaite conserver la faculté d'exercer ensuite un recours contentieux.

Article 6 :

Le Président du Conseil départemental, le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Meuse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information au :

- Maire de Beurey-sur-Saulx, 10 Rue du 29 Août 1944, 55000 BEUREY-SUR-SAULX,
- Secrétaire Général de la Préfecture, 40 Rue du bourg, CS 30512, 55012 BAR LE DUC Cedex,
- Région Grand Est Agence Territoriale de SAINT DIZIER / BAR LE DUC, 4 rue des Romains CS 60322 55007 BAR-LE-DUC CEDEX,
- Chef de l'unité A.T.S., Direction Départementale des Territoires, 14 Rue Antoine Durenne, BP 10501, 55012 BAR-LE-DUC Cedex,
- Responsable de l'Agence Départementale d'Aménagement de Bar-le-Duc, 3 Impasse Varinot, 55000 BAR-LE-DUC.

Fait à BAR-LE-DUC, le 9 octobre 2018

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Signé

Directeur de la Publication et responsable de la rédaction :

M. Claude LEONARD, Président du Conseil départemental

Imprimeur : Imprimerie Départementale
Place Pierre-François GOSSIN
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Editeur : Département de la Meuse
Hôtel du Département
Place Pierre-François GOSSIN
55012 BAR-LE-DUC Cedex

Date de parution : 25/10/2018

Date de dépôt légal : 25/10/2018